la meilleure façon d'y parvenir, mais nous avons tous à coeur les intérêts des Canadiens.

Nous avons entendu de nombreux groupes d'un littoral à l'autre. J'ai personnellement été déçu que si peu de particuliers aient formulé des observations. J'ai trouvé cela décevant parce que nous avons des statistiques et des prévisions fondées sur celles-ci.

• (1600)

Les extrapolations que nous avons faites ont été effectuées à l'échelle nationale, provinciale et régionale. Mais pour le citoyen qui, contre son gré, se retrouve en chômage, les chiffres n'ont aucun sens; pour lui, le chômage est entier, et les extrapolations ne signifient rien.

Ce sont nos concitoyens qui sont à l'origine de toute notre productivité. Ils constituent la ressource la plus précieuse que nous possédions. A mon avis, les changements que comporte ce projet de loi s'intègrent dans un effort à l'échelle nationale pour atteindre un objectif économique primordial, soit une utilisation meilleure et plus sage de nos ressources humaines.

Cet effort vers l'amélioration a débuté officiellement en avril dernier, lorsque le gouvernement a annoncé les grandes lignes de sa stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, soit un train de mesures précises visant à rendre le Canada plus concurrentiel en améliorant l'utilisation de nos ressources et de nos énergies humaines.

Quelle qu'en soit la raison, le monde des affaires chez nous n'a pas instauré un climat propice à la formation comme celui qui existe dans de nombreux autres pays industrialisés. Chez nous, le marché du travail n'a tout simplement pas investi suffisamment dans la mise en valeur de ses ressources humaines. De ce point de vue, la stratégie représente une lutte contre le gaspillage, et pour sortir vainqueurs de cette lutte, nous mobilisons, par le biais du projet de loi C-21, le potentiel de notre régime d'assurance-chômage afin d'en faire l'instrument privilégié de la formation et du perfectionnement.

Nous retrouvons ce gaspillage à presque toutes les étapes de notre marché du travail, en commençant par le niveau d'intégration à la population active. Une proportion intolérable de jeunes Canadiens n'ont pas les connaissances élémentaires voulues pour bien assumer la charge de leur premier emploi. En moyenne, la proportion des lâcheurs au niveau secondaire à travers le Canada est de 30 p. 100, soit un niveau inacceptable, surtout à la veille des années 1990, décennie au cours de laquelle, tous les indicateurs le confirment, la plupart des nou-

veaux emplois nécessiteront au moins 12 années de scolarité.

Évidemment, les questions liées à l'instruction et à la formation sont très complexes. Elles doivent tenir compte de la compétence provinciale, des besoins des marchés régionaux et des métiers qui évoluent rapidement. Qui aurait pu imaginer, il y a dix ans, jusqu'à quel point la capacité d'utiliser un ordinateur serait importante dans un bureau moderne?

Le gouvernement fédéral n'est pas le seul à devoir former une main-d'oeuvre hautement qualifiée et instruite. Il peut néanmoins servir à faciliter les choses. Grâce à notre stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, nous avons créé un cadre coopératif qui fera appel plus que jamais auparavant aux enseignants, aux provinces, aux syndicats, aux employeurs et aux citoyens.

Grâce à cette stratégie, nous affectons 100 millions de dollars de plus à la formation de base des débutants, somme qui vient s'ajouter aux 484,4 millions de dollars que nous dépensons déjà dans ce secteur.

Ces mesures, et bien d'autres qui sont prises principalement par le secteur privé, ont pour but d'accroître notre compétitivité à l'échelle mondiale. Or, nous n'y parviendrons jamais tout à fait tant que nous aurons des chômeurs canadiens qui ne peuvent trouver du travail parce qu'ils ne sont pas qualifiés.

L'article 26 de la Loi sur l'assurance-chômage nous permet actuellement de former les sans-emploi. Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est précisément de consacrer à la formation 350 millions de dollars sur le budget total de l'assurance-chômage, qui est de 13 milliard de dollars. Nous allons doubler cette somme. Mais, encore une fois, il faudra que les dirigeants d'entreprises et les travailleurs se fassent les promoteurs et les vrais administrateurs des programmes de formation. Nous, nous appuierons leurs initiatives et leur faciliterons la tâche.

Nous injectons de plus 150 millions de dollars dans des programmes destinés à ceux qui ont des difficultés particulières à retourner sur le marché du travail et aux assistés sociaux. Même si je n'admets pas que l'on considère qu'une personne de 45 ans entre dans la catégorie des travailleurs âgés, monsieur le Président, il existe des programmes pour cette catégorie de gens. C'est un autre problème qui surgit et qui est très important de nos jours. Tout programme ou toute activité institutionnalisée, qui décourage un Canadien de travailler simplement à cause de sa date de naissance, est peu rentable et il est discriminatoire. C'est ce que le programme d'assurance-chômage fait actuellement. Dès que les Canadiens atteignent l'âge de 65 ans, qu'ils soient capables de continuer à travailler ou qu'ils aient l'ambition de travailler, le système les met automatiquement hors circuit. Ils ne peuvent